

Art. 3. De jaarlijkse financiële tussenkomst voor de betrekkingen in het Waalse Gewest en in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, die gefinancierd worden door het interdepartementaal begrotingsfonds ter bevordering van de werkgelegenheid in het kader van een overeenkomst gesloten met de Franse Gemeenschap, wordt volgens de volgende sleutel verdeeld :

1° 75 % van de totale kosten van de tussenkomst zijn ten laste van het Waalse Gewest, met een totaal maximum van 472, 5 miljoen frank per jaar;

2° 25 % van de totale kosten van de tussenkomst zijn ten laste van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

Art. 4. De ondertekenaars verbinden zich ertoe de verdeling van de betrokkene betrekkingen tussen het Waalse Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest geleidelijk te doen overeenstemmen naar rato van de in artikel 3 van onderhavig akkoord voorziene verdeelsleutel.

Ten einde de verwezenlijking van dit doel te ramen, worden volledige verslagen betreffende de verdeling van de betrekkingen tussen het Waalse Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest aan dezan overgemaakt door de Franse Gemeenschap ten laatste op 30 juni 1991, 30 juni 1992 en 28 februari 1993.

Art. 5. Onderhavig akkoord heeft uitwerking, ten aanzien van de partijen, op de datum waarop het decreet houdende goedkeuring ervan, wat betreft het Waalse Gewest, en de verordening houdende goedkeuring ervan, wat betreft het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, hun respectievelijke uitwerking zullen hebben.

Onderhavig akkoord houdt op te gelden op 30 juni 1993.

Brussel op 7 januari 1991.

Voor de Waalse Gewestexecutieve,

De Minister voor Tewerkstelling, belast met Landinrichting, Natuurbehoud en Industriegebieden,

E. HISMANS

De Minister-Voorzitter van de Brusselse Hoofdstedelijke Gewestexecutieve,
belast met Ruimtelijke Ordening, Plaatselijke Besturen en Tewerkstelling,

Ch. PICQUE

De Minister-Voorzitter van de Franse Gemeenschapsexecutieve,

V. FEAUX

F. 91 — 1252

**15 NOVEMBRE 1990. — Arrêté de l'Exécutif régional wallon
portant création d'un Conseil de la Politique scientifique en Région wallonne**

L'Exécutif Régional Wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles modifiée par la loi du 8 août 1988, notamment l'article 6 bis, § 1er;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 6 avril 1990;

Vu l'avis du Conseil d'Etat en date du 26 octobre 1990;

Considérant d'une part, qu'il est indispensable d'assurer à la Région wallonne la cohérence et la coordination des actions de recherche scientifique;

Considérant d'autre part la nécessité d'enrichir la réflexion de l'Exécutif dans cette matière par l'instauration d'un lieu de dialogue permanent entre l'Exécutif et l'ensemble du potentiel scientifique et technique de la Région;

Sur la proposition de son Ministre de la Recherche et des Technologies,

Arrête :

CHAPITRE Ier. — Le Conseil de la Politique scientifique

Article 1^{er}. Il est institué un « Conseil de la Politique scientifique », en abrégé C.P.S.

Article 2. Le CPS conseille l'Exécutif dans la préparation de la politique scientifique régionale. Il formule des avis et recommandations sur toute question relative à cette matière.

Le CPS a notamment pour missions :

1° de proposer les moyens à mettre en oeuvre en vue de favoriser le développement et la coordination efficace des activités de recherche scientifique et technologique, tant dans le secteur économique que dans le secteur académique, et ce en rapport avec les besoins économiques, sociaux et environnementalistes de la Région;

2° de formuler, pour l'élaboration du budget de la Région, des suggestions concernant le financement de la politique scientifique;

3° de conseiller l'Exécutif concernant la participation de la Région aux activités de recherche scientifique et technologique nationales, interrégionales et internationales;

4° d'évaluer annuellement la politique scientifique de la Région.

Le CPS adresse un rapport annuel à l'Exécutif concernant ses activités

Art. 3. Le CPS dispose d'un droit d'initiative en matière d'avis et de recommandation concernant la politique scientifique.

Art. 4. Afin de garantir une exécution efficace des tâches prévues à l'article 2, chaque Ministre de l'Exécutif Régional Wallon informe régulièrement le CPS des actions menées dans son département en matière de politique scientifique; il fournit au CPS les renseignements que ce dernier lui demande sur ces actions.

Art. 5. Le CPS est l'interlocuteur privilégié des comités et conseils consultatifs analogues aux différents niveaux de pouvoir, y compris sur le plan international. Il informe le Bureau du C.E.S.R.W. de ces contacts, selon des modalités définies par le Comité de liaison visé à l'article 10.

Art. 6. L'assemblée plénière du CPS est composée de :

- 14 membres représentant les interlocuteurs sociaux;
- 6 membres représentant l'enseignement universitaire;
- 2 membres représentant l'enseignement supérieur non universitaire;
- 2 membres représentant les centres de recherche.

Des experts, dont l'Inspection des Finances, peuvent assister aux réunions de l'assemblée plénière.

Art. 7. Les membres du CPS sont désignés par :

- en ce qui concerne les interlocuteurs sociaux, le Conseil économique et social de la Région Wallonne (C.E.S.R.W.);
- en ce qui concerne l'enseignement universitaire, le Conseil Interuniversitaire francophone (C.I.U.F.);
- en ce qui concerne l'enseignement supérieur non universitaire, le Conseil supérieur de l'Enseignement supérieur technique;
- en ce qui concerne les centres de recherche, l'Union des Centres de Recherche collective (U.C.R.C.).

L'Exécutif Régional Wallon désigne comme membre avec voix consultative un représentant de la Direction Générale des Technologies et de la Recherche.

Le mandat des membres du CPS est de quatre ans.

Art. 8. Le CPS élit en son sein un président et un vice-président pour une durée de quatre ans.

Ces mandats sont dévolus en alternance à un représentant des universités et un représentant des interlocuteurs sociaux.

Art. 9. Le CPS constitue en son sein un Bureau.

Le président et le vice-président de l'assemblée plénière en sont membres de droit et en assument la présidence et la vice-présidence.

Le Bureau assure la préparation et le suivi des réunions de l'assemblée plénière et exécute les missions qui lui sont confiées par celle-ci.

Art. 10. Il est constitué un Comité de liaison composé :

- de quatre membres représentant le Bureau du CPS;
- de quatre membres représentant le Bureau du C.E.S.R.W.

Le Comité de liaison :

- coordonne les relations avec les Ministres concernés;
- assume une fonction de conciliation en cas de divergence entre le CPS et le bureau du C.E.S.R.W.

Il se réunit à la demande d'au moins quatre de ses membres.

Art. 11. Les avis et recommandations rendus par le CPS sont transmis au Bureau du CESRW. Celui-ci les adresse à l'Exécutif Régional Wallon au terme de la procédure décrite dans l'alinéa suivant. Il dispose pour ce faire d'un délai de 30 jours maximum à dater de la réception des documents visés. Passé ce délai, les avis et recommandations sont transmis directement à l'Exécutif par le CPS.

Si le Bureau du CESRW marque son accord sur les avis et recommandations transmis par le CPS, ceux-ci reçoivent le statut d'avis ou de recommandations du CPS entérinés par le Bureau du CESRW". En cas de désaccord du Bureau du CESRW, les avis et recommandations sont examinés par le Comité de liaison visé à l'article 10. Si aucun consensus ne peut être dégagé, les avis et recommandations sont transmis à l'Exécutif Régional Wallon en reprenant les différents points de vue exprimés.

Le Président et le Vice-Président du CPS sont invités à participer à la réunion du Bureau du CESRW lorsque celui-ci examine un avis ou une recommandation émanant du CPS et, de manière générale, chaque fois qu'une question relative à la politique scientifique est à l'ordre du jour.

En cas d'urgence, les Présidents du CESRW et du CPS appliqueront la procédure la plus appropriée pour faire connaître dans les meilleurs délais à l'Exécutif Régional Wallon les avis et recommandations du CPS.

Art. 12. Un règlement d'ordre intérieur déterminera les modalités selon lesquelles le CPS exerce ses attributions, la création éventuelle de groupes de travail ainsi que les missions et le mode de fonctionnement du Bureau et du Comité de liaison.

Art. 13. Une fois par an, un débat est organisé au niveau de l'assemblée plénière du CESRW concernant les travaux réalisés par le CPS et les perspectives qui se dessinent pour l'avenir. Les membres du CPS représentant les milieux de l'enseignement et de la recherche sont invités à cette séance.

CHAPITRE II. — *Dispositions finales*

Art. 14. L'arrêté de l'Exécutif Régional Wallon du 30 octobre 1986 portant création d'un Conseil Supérieur des Technologies Nouvelles pour la Région wallonne est abrogé.

Le règlement d'ordre intérieur du CESRW est modifié en vue de supprimer la commission "Politique de Recherche et Innovation technologique".

Art. 15. Les frais de fonctionnement du CPS sont à charge de la dotation du CESRW.

ART. 16. Le présent arrêté entre en vigueur le 1er janvier 1991.

Namur, le 15 novembre 1990.

Ministre-Président de l'Exécutif régional wallon, Ministre de l'Economie et des P.M.E.,
B. ANSELME

Ministre de l'Aménagement du Territoire, de la Recherche, des Technologies et des Relations extérieures,
A. LIENARD

ÜBERSETZUNG

D. 91 — 1252

15. NOVEMBER 1990. — Erlass der Wallonischen Regionalexekutive zur Errichtung eines Rates der Wissenschaftspolitik in der Wallonischen Region

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 über institutionelle Reformen, abgeändert durch das Gesetz vom 8. August 1988, insbesondere des Artikels 6Bis, 21 § 1;

Aufgrund des am 6. April 1990 abgegebenen Einverständnisses des Haushaltsministers;

Aufgrund des am 26. Oktober 1990 abgegebenen Gutachtens des Staatrates;

In der Erwägung, einerseits, dass es unerlässlich ist, die Kohärenz und die Koordination der Tätigkeiten der wissenschaftlichen Forschung in der Wallonischen Region zu sichern;

In der Erwägung, andererseits, dass es zur Bereicherung der durch die Exekutive auf diesem Gebiet angestellten Überlegungen notwendig ist, eine Begegnungsstätte für dauernden Dialog zwischen der Exekutive und dem gesamten wissenschaftlichen und technischen Potential der Region festzulegen;

Auf Vorschlag ihres Ministers der Forschung und der Technologien;

Beschliesst die Wallonische Regionalexekutive :

KAPITEL 1. — *Der Rat der Wissenschaftspolitik*

Artikel 1. Ein "Rat der Wissenschaftspolitik", abgekürzt R.W.P., wird errichtet.

Art. 2. Der Rat der Wissenschaftspolitik gibt der Exekutive Ratschläge für die Vorbereitung der Regionalen Wissenschaftspolitik. Er äussert Meinungen und Empfehlungen über alle Fragen betreffend diesen Bereich.

Der R.W.P. hat nämlich folgende Aufgaben :

1° Die anzuwendenden Mittel vorzuschlagen zur Förderung der Entwicklung und der wirkungsvollen Koordination der wissenschaftlichen und technologischen Forschungstätigkeiten im Wirtschafts- und Akademiebereich und entsprechend den wirtschaftlichen, sozialen und Umweltbedürfnissen;

2° Für die Ausarbeitung des Haushalts der Region, Vorschläge über die Finanzierung der Wissenschaftspolitik zu machen;

3° Der Exekutive Ratschläge über die Beteiligung der Region an den nationalen, interregionalen, internationalen Tätigkeiten betreffend die wissenschaftliche und technologische Forschung zu geben;

4° Die Wissenschaftspolitik der Region jährlich zu bewerten.

Der R.W.P. übermittelt der Exekutive einen Jahresbericht über seine Tätigkeiten.

Art. 3. Der R.W.P. verfügt über ein Initiativrecht in Sachen Gutachten und Empfehlungen in bezug auf die Wissenschaftspolitik.

Art. 4. Um eine wirkungsvolle Durchführung der im Artikel 2 vorgesehenen Aufgaben zu sichern, unterrichtet jeder Minister der Wallonischen Regionalexekutive regelmässig den R.W.P. über die in seiner Abteilung vorgenommenen Aktionen in Sachen Wissenschaftspolitik. Er erteilt dem R.W.P. die von diesem Rat über die Tätigkeiten erbetenen Auskünfte.

Art. 5. Der R.W.P. ist der privilegierte Gesprächspartner der ähnlichen Komitees und beratenden Ausschüsse auf den verschiedenen Gewaltsebenen, einschliesslich auf internationalem Gebiet. Er unterrichtet den Vorstand des Wirtschafts- und Sozialrates der Wallonischen Region über diese Kontakte gemäss den durch den im Artikel 10 erwähnten Verbindungsausschuss bestimmten Modalitäten.

Art. 6. Nehmen an der Plenarversammlung des R.W.P. teil :

- 14 Vertreter der sozialen Gesprächspartner;
- 6 Vertreter des universitären Unterrichts;
- 2 Vertreter des nichtuniversitären Hochschulunterrichts;
- 2 Vertreter der Forschungszentren.

Sachverständige, darunter die Finanzinspektion, können an den Sitzungen der Plenarversammlung teilnehmen.

Art. 7. Die Mitglieder des R.W.P. werden wie folgt bezeichnet :

- was die sozialen Geschäftspartner betrifft, durch den Wirtschafts- und Sozialrat der Wallonischen Region (CESRW);

- was den universitären Unterricht betrifft, durch den Rat der Universitäten der Französischen Gemeinschaft (CIUF);

- was den nichtuniversitären Hochschulunterricht betrifft, durch den obersten Rat des Technischen Hochschulwesens;

- was die Forschungszentren betrifft, durch die Union der Institute für Gemeinschaftsforschung (UCRC).

Die Wallonische Regionalexekutive bezeichnet einen Vertreter der Generaldirektion der Technologien und der Forschung als Mitglied mit beratender Stimme.

Das Mandat der Mitglieder des R.W.P. wird für eine Dauer von 4 Jahren erteilt.

Art. 8. Der R.W.P. wählt aus seiner Mitte einen Vorsitzenden und einen stellvertretenden Vorsitzenden für eine Dauer von 4 Jahren.

Diese Mandate werden abwechselnd einem Vertreter der Universitäten und einem Vertreter der sozialen Gesprächspartner erteilt.

Art. 9. Der R.W.P. bildet unter seinen Mitgliedern ein Präsidium.

Davon sind der Vorsitzende und der stellvertretende Vorsitzende Mitglieder kraft Amtes und sie übernehmen den Vorsitz und den stellvertretenden Vorsitz dieses Präsidiums.

Das Präsidium gewährleistet die Vorbereitung und die Aufsicht der Sitzungen der Plenarversammlung und führt die ihm von dieser Versammlung anvertrauten Aufgaben durch.

Art. 10. Ein Verbindungsausschuss wird errichtet, das wie folgt zusammengesetzt wird :

- Vier Vertreter des Präsidiums des Rates der Wissenschaftspolitik;
- Vier Vertreter des Präsidiums des Wirtschafts- und Sozialrates der Wallonischen Region.

Der Verbindungsausschuss :

- koordiniert die Beziehungen mit den betroffenen Ministern;
- übt eine Schlichtungsfunktion im Fall einer Meinungsverschiedenheit zwischen dem Rat der Wissenschaftspolitik und dem Wirtschafts- und Sozialrat der Wallonischen Region aus.

Der Ausschuss versammelt sich auf Ersuchen von mindestens vier seiner Mitglieder.

Art. 11. Die durch den Rat der Wissenschaftspolitik abgegebenen Gutachten bzw. gemachten Empfehlungen werden an das Präsidium des Wirtschafts- und Sozialrates der Wallonischen Region weitergeleitet. Dieser richtet sie an die Wallonische Regionalexekutive nach Ablauf des im folgenden Absatz beschriebenen Verfahrens. Dazu verfügt er über eine Frist von höchstens 30 Tagen ab dem Empfang der obenerwähnten Dokumente. Nach Ablauf dieser Frist übermittelt der Rat der Wissenschaftspolitik besagte Gutachten und Empfehlungen an der Exekutive.

Wenn das Präsidium des Wirtschafts- und Sozialrates der Wallonischen Region seine Zustimmung zu den ihm durch den R.W.P. zugeleiteten Gutachten und Empfehlungen gibt, erhalten diese das Statut von "Gutachten oder Empfehlung bestätigt durch das Präsidium des CESRW". Bei Nichtzustimmung seitens des Präsidiums des CESRW, werden die Gutachten und Empfehlungen durch den in Artikel 10 erwähnten Verbindungsausschuß überprüft. Kann kein Konsens zustande kommen so werden die Gutachten und Empfehlungen an die Wallonische Regionalexekutive, mit der Wiedergabe der verschiedenen geäußerten Standpunkte weitergeleitet.

Der Vorsitzende und der stellvertretende Vorsitzende des R.W.P. werden an der Sitzung des Präsidiums des CESRW eingeladen, wenn dieses ein vom R.W.P. abgegebenen Gutachten bzw. gemachte Empfehlung überprüft und im allgemeinen jedesmal eine Frage über Wissenschaftspolitik auf der Tagesordnung steht.

Wenn es dringend ist, werden die Vorsitzenden des CESRW und des R.W.P. das geeignetste Verfahren anwenden, um der Wallonischen Regionalexekutive die abgegebenen Gutachten bzw. gemachten Empfehlungen schnellstmöglich mitzuteilen.

Art. 12. Eine Geschäftsordnung wird die Modalitäten, nach denen der R.W.P. seine Zuständigkeiten ausübt, die eventuelle Errichtung von Arbeitsgruppen, so wie die Aufgaben und die Arbeitsweise des Präsidiums und des Verbindungsausschusses bestimmen.

Art. 13. Einmal im Jahr wird auf Plenarversammlungsebene des CESRW eine Aussprache über die durch den R.W.P. durchgeführten Arbeiten und die Zukunftsaussichten organisiert.

Die Mitglieder des R.W.P. die, die Unterrichts- und Forschungskreise vertreten, sind an dieser Sitzung eingeladen.

KAPITEL II. — Schlussbestimmungen

Art. 14. Der Erlass der Wallonischen Regionalexekutive vom 30. Oktober 1986 zur Schaffung eines obersten Rates der Neuen Technologien für die Wallonische Region wird aufgehoben.

Die Geschäftsordnung des CESRW wird im Hinblick auf die Aufhebung der Kommission "Politik für Technologische Forschung und Erneuerung" abgeändert.

Art. 15. Die Betriebskosten des R.W.P. gehen zu Lasten der Dotation des CESRW.

Art. 16. Der vorliegende Erlass tritt am 1. Januar 1991 in Kraft.

Namur, den 15. Dezember 1990

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regionalexekutive, Minister der Wirtschaft und der K.M.B.

B. ANSELME

Der Minister der Raumordnung, der Forschung, der Technologien und der Auswärtigen Beziehungen.

A. LIENARD

VERTALING

N. 91 — 1252

15 NOVEMBER 1990. — Besluit van de Waalse Gewestexecutieve houdende oprichting van een Raad van het Wetenschappelijk beleid in het Waalse Gewest

De Waalse Gewestexecutieve,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, gewijzigd bij de wet van 8 augustus 1988, inzonderheid op artikel 6bis, § 1°;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 6 april 1990;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 26 oktober 1990;

Overwegende enerzijds dat het noodzakelijk is te zorgen voor de samenhang en de coördinatie van de activiteiten inzake het wetenschappelijk onderzoek in het Waalse Gewest;

Overwegende anderzijds dat de Executieve in haar overleg terzake gestimuleerd dient te worden door de oprichting van een oord voor permanent dialoog tussen de Executieve en het gehele wetenschappelijk en technisch potentieel van het Gewest;

Op voordracht van haar Minister belast met Onderzoek en Technologieën,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *De raad van het wetenschappelijk beleid*

Artikel 1. Er wordt een "Conseil de la Politique Scientifique" (Raad van het Wetenschappelijk Beleid), CPS afgekort, opgericht.

Art. 2. De CPS raadt de Executieve aan bij de voorbereiding van het gewestelijk wetenschappelijk beleid. Hij formuleert adviezen en aanbevelingen over iedere desbetreffende aangelegenheid.

De opdrachten van de CPS bestaan met name in :

1° het voorstellen van de aan te wenden middelen om de ontwikkeling en de doelmatige coördinatie van de activiteiten inzake het wetenschappelijk en technologisch onderzoek zowel in de economische als in de academische sector te bevorderen, zonder de sociaal-economische en de milieubehoefte van het Gewest uit het oog te verliezen;

2° het formuleren van voorstellen omtrent de financiering van het wetenschappelijk beleid, met het oog op het opmaken van de begroting van het Gewest;

3° het aanraden van de Executieve met betrekking tot de deelneming van het Gewest aan de nationale, interregionale en internationale activiteiten inzake het wetenschappelijk en technologisch onderzoek;

4° het jaarlijks ramen van het wetenschappelijk beleid van het Gewest.

Art. 3. De CPS beschikt over een initiatiefrecht inzake advies en aanbeveling omtrent het wetenschappelijk beleid.

Art. 4. Teneinde te zorgen voor een doelmatige uitvoering van de in artikel 2 bepaalde taken, licht iedere minister van de Waalse Gewestexecutieve de CPS regelmatig in over de activiteiten die inzake het wetenschappelijk beleid in zijn departement gevoerd worden: hij verstrekt de CPS de inlichtingen die deze laatste hem over deze activiteiten vraagt.

Art. 5. De CPS is de bevoorrechte gesprekspartner van de overeenkomstige adviescomités en -raden op de verschillende machtsniveaus, ook op internationaal vlak. Hij licht het Bureau van de CESRW over deze contacten in overeenkomstig de modaliteiten bepaald door het in artikel 10 bedoeld Verbindingscomité.

Art. 6. De plenaire vergadering van de CPS bestaat uit :

- 14 leden die de sociale gesprekspartners vertegenwoordigen;
- 6 leden die het universitair onderwijs vertegenwoordigen;
- 2 leden die het niet universitair hoger onderwijs vertegenwoordigen;
- 2 leden die de onderzoekssentra vertegenwoordigen.

Deskundigen, waaronder de Inspectie van Financiën, mogen aan de bijeenkomsten van de plenaire vergadering deelnemen.

Art. 7. De leden van de CPS worden aangeduid door :

- de "Conseil économique et social de la Région wallonne" (CESRW), wat de sociale gesprekspartners betreft;
- de « Conseil Interuniversitaire francophone » (CIUF), wat het universitair onderwijs betreft;
- de "Conseil Supérieur de l'Enseignement Supérieur Technique", wat het niet universitair hoger onderwijs betreft;
- de "Union des Centres de Recherche collective" (UCRC).

De Waalse Gewestexecutieve duidt een vertegenwoordiger van de Algemene Directie Technologieën en Onderzoek aan als lid met raadgevende stem.

Het mandaat van de leden van de CPS loopt over vier jaar.

Art. 8. De CPS kiest een voorzitter en een ondervoorzitter in zijn midden voor de duur van vier jaar.

Deze mandaten vallen afwisselend te beurt aan een vertegenwoordiger van de universiteiten en aan een vertegenwoordiger van de sociale gesprekspartners.

Art. 9. De CPS richt een bureau op in zijn midden.

De voorzitter en de ondervoorzitter van de plenaire vergadering zijn er van rechtswege lid van en nemen er het voorzitter- en ondervoorzitterschap van waar.

Het Bureau zorgt voor de voorbereiding en de follow-up van de bijeenkomsten van de plenaire vergadering en voert de hem door deze laatste toevertrouwde opdrachten uit.

Art. 10. Er wordt een Verbindingscomité opgericht, dat samengesteld is uit :

- vier leden die het Bureau van de CPS vertegenwoordigen;
- vier leden die het Bureau van de CESRW vertegenwoordigen.

Het Verbindingscomité :

- coördineert de relaties tussen de betrokken ministers;
- vervult de rol van bemiddelaar in geval van onenigheid tussen de CPS en het bureau van de CESRW.

Het komt bijeen op verzoek van minstens vier van zijn leden.

Art. 11. De door de CPS gegeven adviezen en aanbevelingen worden doorgegeven aan de CESRW die ze overeenkomstig de in het hiernavolgend alinea omschreven procedure naar de Waalse Gewestexecutieve stuurt. Hij beschikt daartoe over een termijn van maximum 30 dagen vanaf de ontvangst van bedoelde stukken. Na het verstrijken van die termijn stuurt de CPS de adviezen en aanbevelingen rechtstreeks naar de Executieve.

Indien het Bureau van de CESRW de door de CPS verstuurd adviezen en aanbevelingen goedkeurt, krijgen deze het statuut van "adviezen of aanbevelingen van de CPS goedgekeurd door het Bureau van de CESRW". Zo het Bureau van de CESRW ze niet goedkeurt, worden de adviezen en aanbevelingen door het in artikel 10 bedoelde Verbindingscomité onderzocht. Indien geen enkel akkoord kan worden bereikt, worden de adviezen en aanbevelingen samen met de verschillende uitgedrukte standpunten naar de Waalse Gewestexecutieve verstuurd.

De voorzitter en de ondervoorzitter van de CPS worden verzocht aan de bijeenkomst van het Bureau van de CESRW deel te nemen wanneer het een van de CPS uitgaand advies of aanbeveling onderzoekt en, in het algemeen, telkens als een kwestie inzake het wetenschappelijk beleid op de agenda staat.

In spoedgevallen dienen de voorzitters van de CPS en de CESRW de meest geschikte procedure aan te wenden teneinde de Waalse Gewestexecutieve de adviezen en aanbevelingen zo snel mogelijk mede te delen.

Art. 12. Een reglement van inwendige orde zal de modaliteiten bepalen krachtens dewelke de CPS zijn bevoegdheden uitoefent, alsook de eventuele oprichting van werkgroepen, de opdrachten en de werkingswijze van het Bureau en van het Verbindingscomité.

Art. 13. Eén keer per jaar wordt er op het niveau van de plenaire vergadering van de CPESRW een debat georganiseerd met betrekking tot de door de CPS uitgevoerde werken en de toekomstperspectieven. De leden van de CPS die de wereld van het onderwijs en het onderzoek vertegenwoordigen, worden op die bijeenkomst uitgenodigd.

HOOFDSTUK II. — *Slotbepalingen*

Art. 14. Het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 30 oktober 1986 tot instelling van een Hoge Raad van de Nieuwe Technologieën voor het Waalse Gewest is opgeheven.

Het reglement van inwendige orde van de CESRW is gewijzigd met het oog op de afschaffing van de commissie "Onderzoeksbeleid en Technologische Vernieuwing".

Art. 15. De werkingskosten van de CPS komen ten laste van de dotatie van de CESRW.

Art. 16. Onderhavig artikel treedt in werking op 1 januari 1991.

Namen, 15 november 1990.

De Minister-Voorzitter van de Waalse Gewestexecutieve, belast met Economie en KMO'S,

B. ANSELME

De Minister van het Waals: Gewest voor Ruimtelijke Ordening, Onderzoek, Technologieën en Buitenlandse Betrekkingen,

A. LIENARD

F. 91 — 1253

20 DECEMBRE 1990. — Arrêté de l'Exécutif régional wallon modifiant l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 22 juin 1990 portant exécution de l'article 7 du décret du 31 mai 1990 créant un programme de promotion de l'emploi spécialement destiné aux chômeurs de longue durée dans le secteur non marchand (1)

L'Exécutif régional wallon,

Vu le décret du 31 mai 1990 créant un programme de promotion de l'emploi spécialement destiné aux chômeurs de longue durée dans le secteur non marchand, notamment l'article 7;

Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 22 juin 1990 portant exécution de l'article 7 du décret du 31 mai 1990 créant un programme de promotion de l'emploi spécialement destiné aux chômeurs de longue durée dans le secteur non marchand;

Vu l'accord du Ministre ayant le budget dans ses attributions;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

(1) Références au *Moniteur belge* - Décret du 31 mai 1990, *Moniteur belge* du 16 juin 1990; arrêté de l'Exécutif régional wallon du 22 juin 1990, *Moniteur belge* du 14 juillet 1990.